



Laurent FRAJERMAN, Françoise BOSMAN, Jean-François CHANET, Jacques GIRAULT (dir.), *La Fédération de l'Education nationale (1928-1992) Histoire et archives en débat*, Presses Universitaires du Septentrion 2009, 350 p

Cet ouvrage collectif, prolongement classique d'un colloque organisé en 2006 au Centre des Archives du Monde du Travail de Roubaix (CAMT), porte sur l'histoire de la Fédération de l'Education nationale depuis son origine (1928) jusque son éclatement en 1992. L'ambition affichée des auteurs consiste tout d'abord à rompre avec les préjugés tenaces dont souffre généralement l'histoire du syndicalisme enseignant : une lecture parfois trop endogène et coupée de l'histoire politique et sociale, une réelle difficulté à envisager autrement qu'un simple prolongement de l'histoire du mouvement ouvrier. Organisé en cinq parties, dont la dernière plus spécifiquement consacrée aux sources et à l'exposition d'une imposante bibliographie, l'ouvrage se propose de mettre en exergue les singularités de la FEN, à partir d'entrées spécifiques, notamment la professionnalisation des enseignants ainsi que les enjeux éducatifs et débats idéologiques qui la traversent au cours du XX^{ème} siècle : sa légitimité précoce dans le

champ de l'Education nationale tient tout d'abord à sa présence au sein du Conseil supérieur de l'éducation, constituée en mai 1946, au détriment de la Société des Agrégés, jusque là en situation de quasi-monopole (Yves Verneuil). En se dotant après 1968 d'un secteur « revendications », la FEN s'impose comme l'interlocuteur incontournable des pouvoirs publics, dès lors que les questions de revalorisations salariales, réformes des statuts et des catégories de personnels, mais également de formation initiale et continue se trouvent posées (Guy Putfin). L'adoption de positions « fédérales » et inter-catégorielles permet à la FEN de se doter d'une véritable « culture fonction publique » face à un « Etat patron ».

L'attitude de la FEN face à certains enjeux éducatifs fait l'objet d'une deuxième partie. Michaël Attali rappelant ainsi le rôle ambigu des instances nationales lors du processus de sportivisation de l'Education physique et sportive, au moment où le SNEP et le SNEEPS se partagent les faveurs des « professeurs de sport ». Dans les années soixante, la démocratisation du système éducatif fait de la question de la formation des maîtres du second degré une « affaire dominante ». La question de l'évolution du corps des PEGC, née de la formalisation de l'enseignement moyen, qui débouchera sur l'adoption de leur statut en 1969, en est l'une des illustrations. Cette crispation aboutissant à la création du SNI-PEGC en juin 1976 (André Robert). La troisième partie, consacrée aux enjeux idéologiques, met en évidence le pluralisme qui caractérise la fédération : ne de l'adoption du vote à la proportionnelle des 1946, il se traduit par une multiplicité de tendances, courants et autres sensibilités. Si le « droit de tendance » est officialisé des la création de la FEN, sa réalité est plus contestable, à l'image du combat mené entre 1935 et 1948 par l'Ecole Emancipée, qui ne cesse de plaider pour un fonctionnement plus décentralisé, plus démocratique, en invo-

quant le recours à « l'Action directe », conséquence de la posture idéologique adoptée face aux enseignants « petits bourgeois » (Loïc Le Bars). La position adoptée face au conflit algérien est également des plus ambiguës, au point que la FEN paraît parfois à la remorque des propositions du pouvoir gaulliste : condamnation unanime du terrorisme mais aussi de sa répression, hésitation quant au choix de la pleine indépendance de l'Algérie (sous l'influence du SNI) avant que celle-ci ne soit finalement souhaitée, via un plan de paix négocié en 1961 (Reni Skoutelsky). Abordées en fin d'ouvrage, les relations avec d'autres organisations renforcent l'idée déjà évoquée de singularité avec l'UNEF, la FEN est d'abord un interlocuteur comme un autre avant de devenir un contre-modèle, après la scission de l'organisation étudiante en 1971 (Reni Morder). Avec la MGEN, véritable « fille du syndicalisme enseignant », la FEN cultive une proximité qui confine parfois à la consanguinité (mode d'organisation, actions conjointes, sociologie des adhérents) (Charlotte Siney). Face à la CFDT, la convergence tactique observée au moment du conflit algérien se dilate quelque peu lors des projets d'intégration des personnels et établissements privés : au sein de l'Education nationale (Bruno Poucet). Relativement impliquée dans les mouvements sociaux des années soixante, la fédération semble paradoxalement frappée d'atonie dans la décennie qui suit (Christian Chevandier). Comme le souligne Antoine Prost dans sa conclusion, le présent ouvrage, même s'il laisse ici et là des zones d'ombre (notamment sur la question de la disparition de la FEN) montre la pertinence des paradigmes utilisés pour investir cette histoire syndicale si particulière, tout en ouvrant de nouvelles perspectives, notamment pour ce qui concerne l'histoire des acteurs, via le genre prosopographique.

Olivier CHOVAUX